

Achats scolaires :

le défi d'un approvisionnement responsable face aux pressions budgétaires

amazon business



Sommaire	3	Les obstacles à la mise en place d'achats responsables	22
Introduction	6		
Les coûts et l'efficacité monopolisent les agendas	8	Comment dépasser le dilemme entre réduction des coûts et achats responsables	25
L'approvisionnement responsable, une priorité absolue	13	Remarques finales	31
Concilier maîtrise des coûts et achats responsables	19	Amazon Business pour l'éducation	32

Table des matières

Sommaire

Un écart entre les intentions et les actions

Une étude d'Amazon Business révèle un écart entre les intentions et les actions dans le secteur de l'éducation : bien que les décideurs mettent en avant l'importance de l'approvisionnement éthique et durable, des défis quotidiens tels que la hausse des coûts, la pénurie de fournisseurs et le manque de contrôle sur les dépenses empêchent les écoles de concrétiser ces ambitions.

Les établissements scolaires comprennent les risques financiers et réputationnels liés à des achats non conformes et cherchent à adopter des pratiques plus éthiques dans un contexte de pressions financières et RSE croissantes. Cependant, notre étude menée auprès de 155 professionnels de l'approvisionnement dans le secteur de l'éducation au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Italie et en Espagne révèle un dilemme classique entre les priorités à court terme et les objectifs à long terme, où les contraintes budgétaires prennent souvent le pas sur les engagements RSE.

Voici ce que révèlent les résultats de notre enquête :

1.



Les établissements scolaires n'atteignent pas leurs objectifs RSE :

la plupart des acheteurs dans le secteur de l'éducation (81 %) admettent que leur organisation pourrait faire davantage pour privilégier l'approvisionnement responsable. Plus des deux tiers (68 %) déclarent que les pratiques responsables ne sont pas aussi importantes pour leur organisation que leur positionnement externe ne le suggère, tandis que 80 % affirment que leur travail serait plus gratifiant s'il contribuait davantage à la réalisation des objectifs RSE.

2.



Les priorités financières à court terme prennent le pas sur la RSE :

de nombreux acheteurs du secteur de l'éducation (79 %) déclarent que la réduction des coûts l'emporte sur les achats responsables, et 78 % reconnaissent que la santé financière de leur organisation détermine l'importance accordée aux achats responsables. Par ailleurs, 77 % estiment que les achats éthiques et durables sont devenus plus coûteux à court terme.

3.



Les acheteurs reconnaissent les risques liés à la priorité donnée au prix :

la majorité des répondants affirment que se concentrer sur les produits à bas prix peut augmenter les coûts à long terme (75 %) et engendrer des pratiques non éthiques (77 %), exposant ainsi leur organisation à des risques réputationnels et légaux.

4.



Les problèmes liés aux coûts et aux fournisseurs freinent l'adoption de pratiques responsables :

le coût (réel ou perçu) des achats éthiques et durables est identifié comme le principal obstacle à l'adoption de pratiques responsables, suivi par le manque de fournisseurs respectant les exigences d'approvisionnement responsable.

5.



L'obsolescence des logiciels achats aggrave les problèmes de contrôle des dépenses :

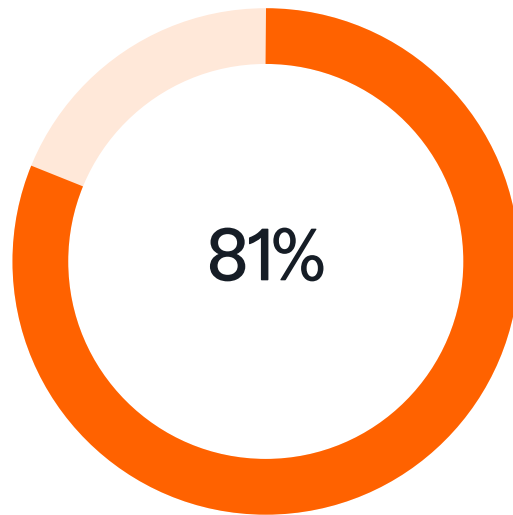
seuls 37 % des établissements scolaires utilisent une solution d'achat unifiée pour leurs achats hors marchés. Un tiers des acheteurs déclare que l'amélioration de la visibilité et du contrôle sur les achats hors marchés figure parmi leurs trois principales priorités pour les 12 prochains mois.

Principaux enseignements de l'enquête

Grâce aux contributions du professeur Jens Roehrich et du Dr Christoph Schmidt, tous deux de l'université de Bath au Royaume-Uni, ce rapport examine en détail ces conclusions et propose des étapes concrètes que les établissements scolaires peuvent suivre pour réduire les risques, améliorer le contrôle des dépenses et adopter des pratiques d'approvisionnement plus responsables.

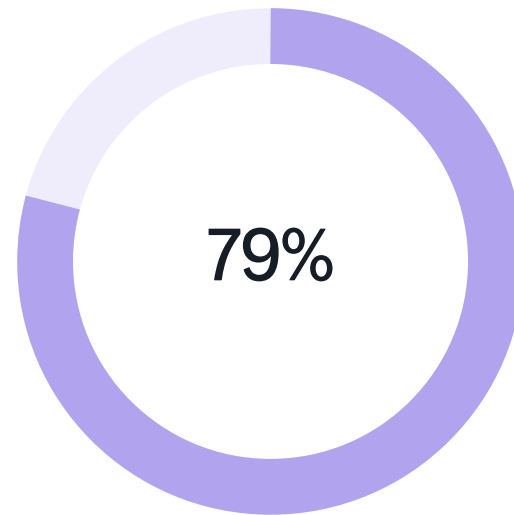
81%

des acheteurs déclarent que leur organisation devrait faire davantage pour privilégier l'approvisionnement responsable.



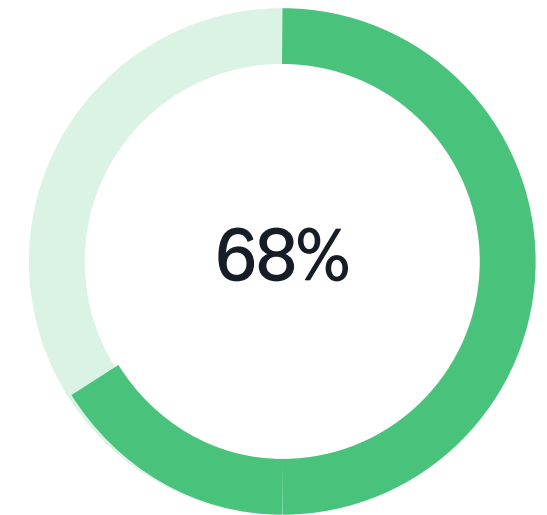
79%

estiment que la recherche des prix les plus bas peut augmenter les coûts à long terme, créant une illusion d'économies.



68%

affirment que leur organisation surestime ses engagements en faveur d'un approvisionnement responsable.



Introduction : un conflit entre valeur à court terme et valeur à long terme

La majorité des acheteurs du secteur de l'éducation (79%) déclarent que leur organisation privilégie les mesures de réduction des coûts immédiates par rapport à l'approvisionnement responsable. Mais à quel prix pour la création de valeur à long terme ?

Partout en Europe, les établissements scolaires font face à des pressions financières croissantes. L'inflation rend les achats quotidiens plus coûteux, les budgets diminuent en valeur réelle, et les contrôles financiers s'intensifient. Dans ce contexte, les écoles doivent prendre des décisions difficiles pour équilibrer leurs comptes.

En parallèle, la pression s'accroît, tant de la part des décideurs que du public, pour démontrer qu'elles créent de la valeur à long terme et adoptent des pratiques responsables sur les plans économique, environnemental et social. Ces impératifs, souvent contradictoires, entraînent des compromis inévitables, mais il devient urgent de trouver un équilibre.

Réduire les coûts signifie-t-il nécessairement réduire le volume des dépenses ? Les pressions financières relèguent-elles les achats éthiques et durables au second plan ? Et quels sont les risques pour les écoles qui choisissent de privilégier la réduction des coûts au détriment des pratiques responsables ?

Ce rapport aborde ces questions cruciales en s'appuyant sur des recherches exclusives menées auprès de décideurs en matière d'approvisionnement au Royaume-Uni et dans l'UE, et explore avec des experts les points suivants :



Pourquoi les écoles rencontrent-elles des difficultés à privilégier l'approvisionnement responsable dans un contexte de pressions financières constantes.



Les causes et les risques liés au dilemme entre réduction des coûts et achats responsables.



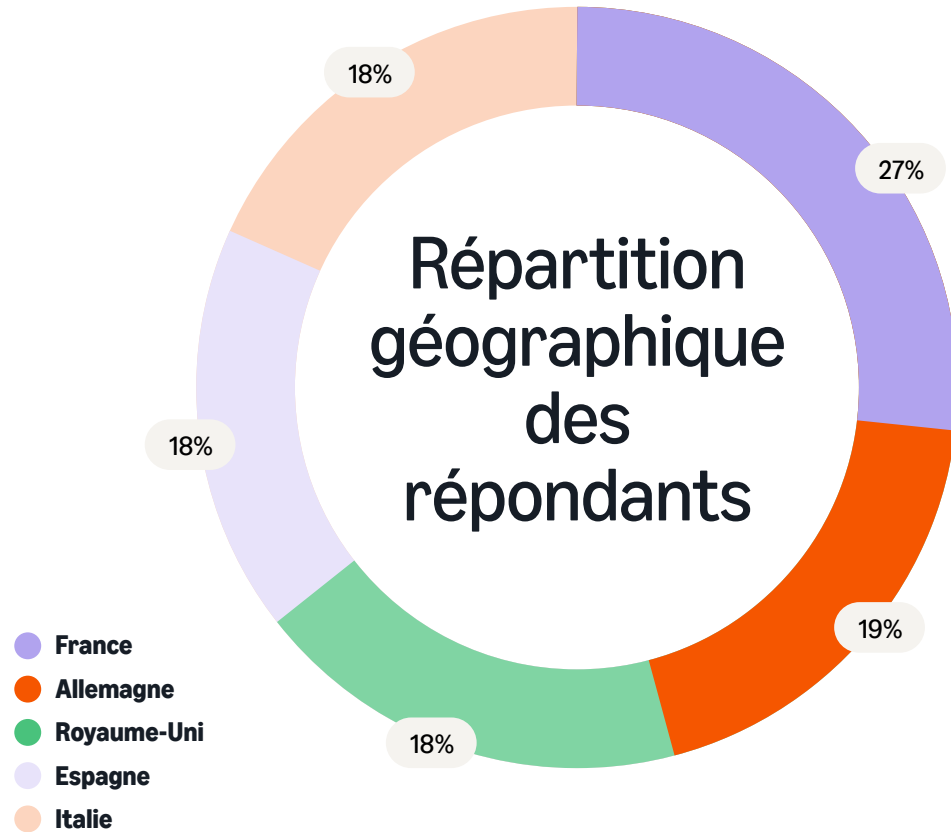
Les stratégies et outils que les dirigeants peuvent utiliser pour concilier maîtrise des dépenses et pratiques responsables, tout en transformant les achats hors marchés en moteur de changement positif.

« On attend des écoles qu'elles équilibrent leurs budgets tout en poursuivant des objectifs globaux tels que la durabilité, l'inclusion et l'équité. Par conséquent, les décideurs en matière d'approvisionnement doivent jongler entre des contraintes financières à court terme et des ambitions politiques à long terme. »

Professeur Jens Roehrich et Dr Christoph Schmidt
(Université de Bath, Royaume-Uni)

Notre méthodologie de recherche

Ce rapport s'appuie sur les données d'une enquête en ligne réalisée en juillet 2025 auprès de 155 professionnels de l'approvisionnement dans le secteur de l'éducation au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Italie et en Espagne. Il s'appuie également sur une étude plus large menée auprès de 439 professionnels des secteurs public, éducatif, des collectivités locales et des organismes à but non lucratif à travers l'Europe.



Avec les contributions de



Dr Christoph Schmidt,
chercheur à l'Université de Bath

Christoph Schmidt est professeur agrégé de gestion empirique de la chaîne d'approvisionnement à l'Université de Bath, au Royaume-Uni. Ses recherches portent sur l'utilisation des technologies numériques dans la gestion des opérations et de la chaîne d'approvisionnement, y compris l'analyse des enjeux de durabilité dans le cadre des achats publics et privés.

Ses travaux ont été publiés dans des revues académiques, des rapports et des médias, et ont remporté des prix lors de conférences internationales. Ses recherches ont également contribué à l'enseignement universitaire et à la formation des cadres.



Jens Roehrich,
professeur à l'université de Bath

Jens Roehrich est professeur en innovation de la chaîne d'approvisionnement à l'École de gestion de l'Université de Bath, au Royaume-Uni. Il a mené des activités de recherche, de formation des cadres, de développement des compétences et de conseil auprès de nombreuses organisations publiques et privées.

Ses recherches portent sur les relations à long terme entre organisations publiques et privées, avec une spécialisation dans l'approvisionnement public responsable et la passation de contrats. Ses travaux, récompensés par des prix, ont été publiés dans des revues académiques, des rapports stratégiques, des études sectorielles sur les achats, ainsi que dans plusieurs médias de premier plan.

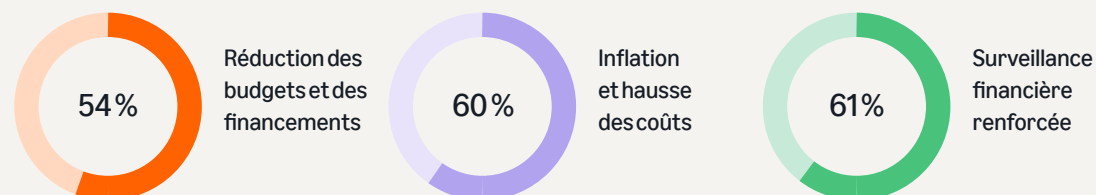
Les coûts et l'efficacité monopolisent encore les agendas

Au cours de l'année à venir, les programmes d'approvisionnement des écoles mettront l'accent sur une plus grande efficacité et des contrôles des dépenses renforcés.

Notre recherche révèle que la simplification des processus et la réduction des coûts figurent parmi les priorités absolues des écoles. Cela s'explique facilement : face à une pression budgétaire croissante, gagner en efficacité et en temps peut générer des économies substantielles, permettant aux établissements et groupes scolaires de mieux anticiper la hausse des coûts. Cette tendance s'inscrit dans une dynamique plus large du secteur public, où l'amélioration de l'efficacité (41 %) et la réduction des coûts des achats (38 %) dominent les priorités des équipes chargées de l'approvisionnement.

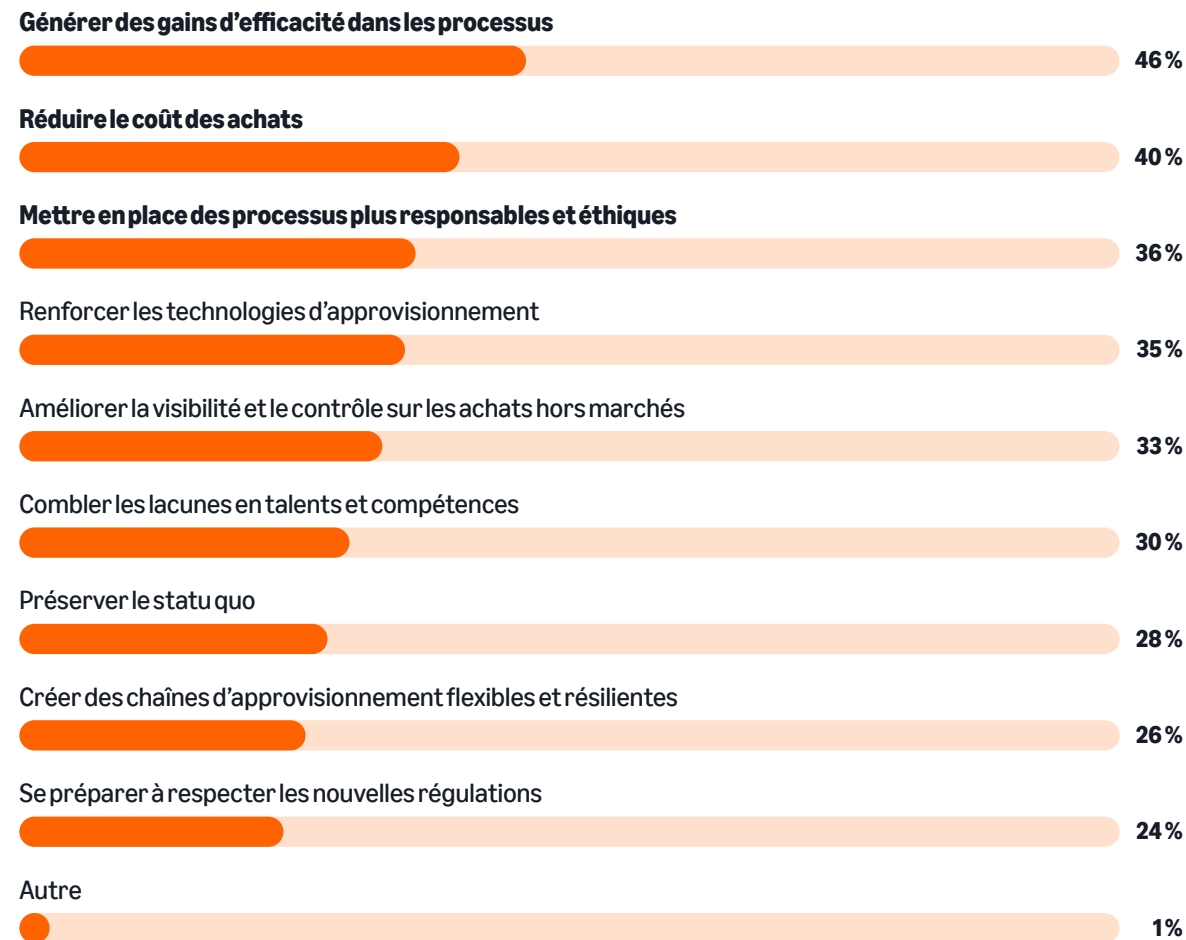
Quelles sont donc les principales tendances économiques qui pèsent sur les établissements scolaires, et comment impactent-elles leur fonctionnement ? Une majorité des professionnels interrogés affirme que leur approche des achats hors marchés est influencée par une surveillance financière accrue (61 %), par l'inflation et par la réduction des budgets et des financements (54 %).

Les pressions économiques qui affectent les achats hors marchés des répondants :



Les priorités des établissements scolaires en matière d'approvisionnement pour les 12 prochains mois

Résultats en % des répondants ayant classé chaque option parmi leurs trois principales priorités de l'année





Réduction des budgets et des financements

Les responsables achats interrogés déclarent tous être soumis à des pressions économiques, mais cela varie selon les marchés. La France, par exemple, investit une large part de son PIB dans le secteur de l'éducation¹. À l'inverse, l'Italie alloue seulement 4,1 % de son PIB à l'éducation, alors que la moyenne dans l'UE est de 4,8 %. Les financements destinés aux écoles publiques n'ont globalement pas suivi le rythme de la hausse des coûts et parvenir à équilibrer les budgets reste l'une des plus grandes préoccupations pour les directeurs d'écoles et de groupes scolaires².

Les écoles privées ne sont pas épargnées par ces pressions économiques : les exonérations fiscales des écoles privées au Royaume-Uni ont par exemple été supprimées en 2024, générant une hausse des frais obligatoires, un déclin des inscriptions et même des fermetures d'écoles. Les plus petits établissements ont été particulièrement impactés. Ce type de changements de politique nationale peut entraîner des conséquences à long terme sur les revenus. Ainsi, une enquête indépendante menée auprès de dizaines de milliers de parents dans 150 écoles privées au Royaume-Uni suggère qu'avec la suppression de l'exonération de la TVA, 6,4 % des enfants pourraient être retirés d'écoles privées dans les quatre prochaines années³.

À ces pressions économiques s'ajoute une baisse des taux de naissance dans les pays étudiés. En Italie, par exemple, on comptait seulement 370 000 naissances en 2024, environ 10 000 de moins que l'année précédente, dans un pays qui compte un des taux de natalité les plus faibles d'Europe (et dans lequel on observe également un déclin continu des naissances sur la dernière décennie). Étant donné que de nombreux systèmes éducatifs allouent un budget par élève, la baisse des inscriptions réduit directement les fonds obtenus par les écoles⁴. Cet impact est plus important au Royaume-Uni et en Italie, où le mode de financement par élève domine, tandis que les systèmes plus centralisés comme la France ou l'Allemagne allouent aussi un budget fixe pour le personnel et l'infrastructure, offrant un certain confort. Néanmoins, sur l'ensemble des systèmes éducatifs, une réduction du nombre d'élèves implique de devoir équilibrer les comptes avec des fonds en baisse, tandis que les coûts sont eux relativement stables ou en hausse.

1. Eurostat, Educational expenditure statistics, Juin 2025

2. IFS, What 130 education leaders said were the sector's biggest problems, Juin 2025

3. IFS, With the implementation of the VAT policy, private school fees can increase by up to €111,300, Avril 2025

4. The Guardian, 'Vanishing like glaciers': plunging birthrate threatens Italian schools, Mai 2023

5. Institute for Fiscal Studies, Schools and colleges in the 2025 Spending Review, Mai 2025

« La pression exercée sur les écoles pour faire plus avec moins vient de tous les côtés : parents, décideurs, auditeurs. Il n'est pas surprenant que les réductions de coûts à court terme l'emportent, même si les coûts à long terme s'accumulent discrètement. »

Professeur Jens Roehrich et Dr Christoph Schmidt
(Université de Bath, Royaume-Uni)



Inflation et hausse des coûts

L'inflation et la hausse des coûts exacerbent les restrictions en termes de budget et de financement. L'Institute for Fiscal Studies (IFS) estime que les coûts des écoles augmenteront de 6,5 % en 2025–2026, dépassant l'augmentation de 5,8 % du financement de base des écoles par élève⁶. D'autres recherches montrent que 76 % des écoles primaires et 94 % des écoles secondaires ne pourront pas assumer leurs coûts en 2025–2026⁶.

Une comparaison des pays interrogés montre que le Royaume-Uni connaît le taux d'inflation le plus élevé⁷. En 2024, le financement des écoles par élève a augmenté de seulement 3 % par rapport à 2010 ; ajusté à l'inflation, cela se traduit par environ 3 % de pouvoir d'achat en moins pour les établissements scolaires⁸. Une décennie de mesures d'austérité a eu pour conséquence une mise sous pression financière sans précédent des établissements scolaires, pour qui chaque euro dépensé compte. De nombreuses écoles publiques s'adaptent en cherchant à intégrer des groupes scolaires afin de regrouper les demandes d'approvisionnement et d'améliorer leur pouvoir d'achat. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant de lire que la réduction des coûts est la une priorité numéro une des acheteurs du secteur éducatif au Royaume-Uni.

En plus des pressions inflationnistes sur les biens et les services, les établissements scolaires publics comme privés doivent également faire face à des augmentations considérables des coûts structurels, comme celui de l'énergie par exemple. L'impact de ces hausses est particulièrement visible dans le secteur éducatif ou dans l'administration publique, qui ont une capacité limitée à répercuter

« Les autorités locales préviennent que les dépenses en énergie consomment désormais une part plus importante des budgets opérationnels annuels, empiétant sur les fonds pour les activités principales telles que l'enseignement, l'entretien des infrastructures et le développement du personnel. »

Professeur Jens Roehrich et Dr Christoph Schmidt
(Université de Bath, Royaume-Uni)

ces coûts sur leurs utilisateurs puisqu'ils opèrent des services publics en large partie gratuits. Au Royaume-Uni et en Allemagne, les écoles et les municipalités ont enregistré ces dernières années une hausse des coûts de chauffage et d'électricité à deux chiffres⁹. Contrairement à des catégories de dépenses plus flexibles, ces coûts structurels sont par ailleurs difficiles à réduire sans perturber le bon fonctionnement des services publics voire risquer une non-conformité réglementaire.

Pour les responsables achats, cet environnement inflationniste exige de mettre en œuvre des stratégies proactives pour tirer le meilleur parti des budgets et maintenir la qualité des services. Cela peut passer par la négociation de contrats énergétiques à long terme, une baisse des dépenses en réduisant la demande (et pas seulement en négociant des prix plus bas) ou encore une collaboration renforcée avec les fournisseurs. L'utilisation de contrats indexés permet par ailleurs de se protéger contre la volatilité des coûts de l'énergie et des matériaux, et contre les perturbations des chaînes d'approvisionnement.



Contrôle financier amélioré

Dans l'UE et au Royaume-Uni, les écoles sont de plus en plus tenues de justifier leurs décisions budgétaires, sous la pression croissante des gouvernements et des contribuables sur le rapport qualité-prix. Elles doivent souvent réaliser des audits plus stricts pour garantir leur conformité aux normes nationales et européennes, tandis que les inefficacités dans l'approvisionnement deviennent une cible prioritaire.

Au Royaume-Uni, le département de l'Éducation a introduit des outils comme le service « Schools Financial Benchmarking » pour identifier les écarts de coûts entre écoles. En Espagne, les gouvernements régionaux encouragent l'approvisionnement en consortiums regroupant plusieurs écoles afin d'optimiser l'utilisation des fonds. Ces initiatives visent à réduire le gaspillage et à maximiser l'impact des fonds publics.

Le contrôle financier est également lié aux objectifs sociaux et environnementaux. Par exemple, en France, les écoles bénéficiant de subventions pour moderniser les cantines doivent prouver que les fonds sont utilisés pour acheter des produits biologiques ou locaux. En Allemagne, les écoles engagées dans des projets de constructions neutres en carbone font l'objet d'un suivi financier rigoureux pour garantir le respect des objectifs d'approvisionnement durable.

Dans les pays étudiés, la baisse des revenus — causée par la diminution des effectifs scolaires, l'inflation et la hausse des coûts structurels —, combinée à des contrôles plus stricts, accentue les pressions financières. Dans les systèmes décentralisés comme le Royaume-Uni et l'Espagne, les responsabilités fragmentées et les cycles financiers courts augmentent la volatilité, exposant davantage les écoles aux fluctuations budgétaires. En revanche, les cadres plus centralisés de la France et de l'Allemagne offrent une stabilité accrue, mais au prix de lourdeurs juridiques et administratives qui limitent la flexibilité. L'Italie, quant à elle, se situe entre ces deux modèles, avec des disparités régionales et une capacité d'action locale plus faible, entraînant des résultats inégaux à travers le pays.

Le résultat ? Les responsables achats dans le secteur de l'éducation doivent faire plus avec moins, et ils y parviennent. Pour réduire les coûts, ils doivent maximiser la valeur des budgets limités, négocier les meilleurs accords possibles avec les fournisseurs et trouver des moyens de rendre les processus d'approvisionnement plus efficaces.

Un contrôle financier accru peut créer des incitations biaisées. En mettant l'accent sur des économies immédiates et facilement mesurables, il favorise souvent des décisions d'approvisionnement basées sur le prix. Cette approche risque de négliger des facteurs de création de valeur à long terme, tels que la durabilité ou la résilience, dont les bénéfices sont plus difficiles à quantifier lors des cycles d'audit financier annuels. »

Professeur Jens Roehrich et Dr Christoph Schmidt
(Université de Bath, Royaume-Uni)

Comment les inefficacités affectent les acheteurs du secteur éducatif

Les acheteurs du secteur éducatif font face à un cercle vicieux : sans un financement accru, il est difficile de moderniser et d'améliorer les processus. En conséquence, les processus d'achat restent inchangés, inefficaces et continuent d'exiger davantage de temps et de ressources.

De plus, peu d'organisations éducatives disposent d'équipes spécialisées dans les achats. La responsabilité

de l'approvisionnement retombe donc souvent sur des administrateurs déjà surchargés ou même sur le personnel éducatif lui-même. En Allemagne, par exemple, les responsabilités d'approvisionnement sont souvent réparties entre les niveaux fédéral, régional et local, ce qui nuit à l'efficacité. Cette fragmentation disperse les responsabilités, alourdit la charge administrative et complique l'exploitation du pouvoir d'achat collectif des écoles pour tirer le meilleur parti des budgets existants.

Les processus d'approvisionnement obsolètes et ad hoc impactent l'efficacité de plusieurs manières :

01

Sourçage :

s'appuyer sur des méthodes dépassées, comme des catalogues papier ou des accords fragmentés avec des fournisseurs, allonge les processus d'approvisionnement. Sans contrats consolidés ou méthodes centralisées (par exemple, via des solutions numériques), les écoles manquent de contrôle, risquent de payer plus que nécessaire et s'exposent à des dépenses non autorisées, hors marchés ou non conformes. Actuellement, les processus numériques varient considérablement selon les pays interrogés. Dans des systèmes centralisés comme l'Italie, les écoles doivent utiliser la plateforme nationale MEPA, garantissant un processus numérique structuré. En revanche, dans un système décentralisé comme au Royaume-Uni, la responsabilité incombe aux autorités locales ou aux écoles elles-mêmes, entraînant des pratiques fragmentées et des investissements inégaux dans le numérique.

02

Processus de paiement en back-office :

sans solution d'approvisionnement centralisée, les processus de paiement, tels que la gestion de multiples factures, le suivi de la TVA ou la résolution d'erreurs, deviennent chronophages. Ces inefficacités détournent les équipes de tâches à forte valeur ajoutée et masquent le coût réel de l'approvisionnement, les lourdeurs administratives « cachées » représentant une part importante du temps des équipes.

03

Circuits d'approbation :

des circuits d'approbation faibles ou incohérents compromettent la gouvernance et la conformité. Lorsque les politiques d'achat sont mal définies ou non alignées sur les accords-cadres, le personnel doit souvent chercher des approbations rétroactives ou retravailler des documents pour répondre aux exigences d'audit. Cela augmente les risques et érode la confiance dans l'approvisionnement en tant que fonction stratégique.

04

Absence d'équipe achats dédiée :

le manque de compétences spécialisées dans de nombreuses écoles constitue un défi majeur. Le personnel enseignant se retrouve à gérer des exigences complexes d'approvisionnement et de conformité, sans formation adéquate. Cela nuit à l'efficacité, le personnel consacrant du temps à des tâches d'approvisionnement au détriment de ses responsabilités d'enseignement. Des programmes de formation ciblés et la mise en place de structures d'approvisionnement groupées pourraient alléger cette charge, mais leur mise en œuvre reste difficile.

« Globalement, l'approvisionnement quotidien dans les écoles est ralenti par des responsabilités fragmentées, des méthodes d'achat dépassées et des processus d'approbation incohérents. Ces inefficacités augmentent les coûts, accaparent le temps du personnel et masquent la véritable valeur des achats, plaçant les acheteurs du secteur éducatif sous une pression constante. »

Professeur Jens Roehrich et Dr Christoph Schmidt (Université de Bath, Royaume-Uni)

« L'approvisionnement dans le secteur de l'éducation reste principalement évalué sur les économies à court terme, alors que les professionnels aspirent à avoir un impact à long terme sur les valeurs sociales et environnementales. Réduire cet écart pourrait devenir un levier puissant pour attirer et fidéliser les talents dans le secteur. »

Professeur Jens Roehrich et Dr Christoph Schmidt
(Université de Bath, Royaume-Uni)

L'approvisionnement responsable, une priorité absolue

L'efficacité et l'optimisation ne sont pas les seuls aspects auxquels pensent les acheteurs du secteur de l'éducation : plus d'un tiers (36 %) disent que la mise en place de processus d'approvisionnement responsable fait partie du top 3 des priorités dans les 12 mois à venir.

Quelles sont les raisons qui poussent les acheteurs du secteur éducatif à faire de l'approvisionnement éthique et durable une priorité ?

Acheter de manière réfléchie

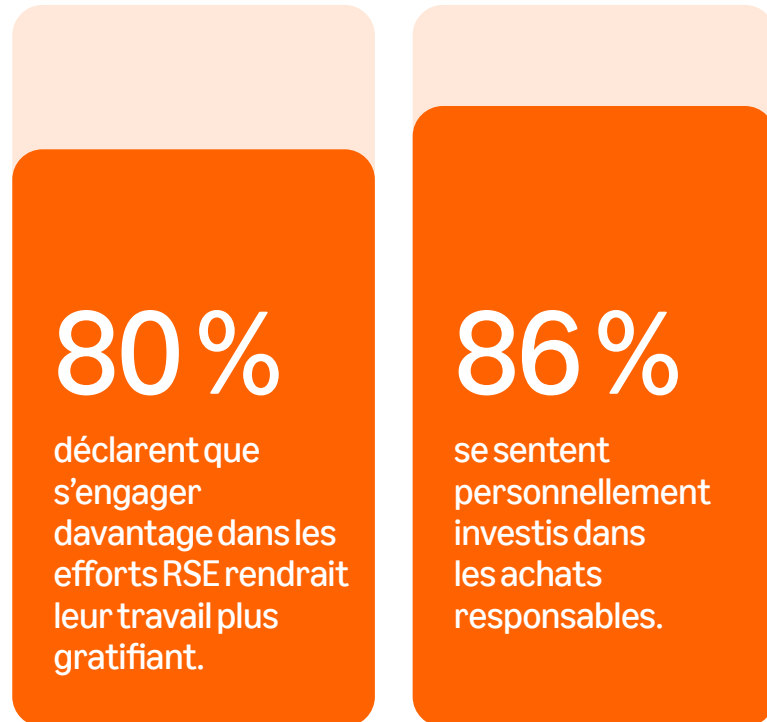
Nos recherches montrent que les valeurs et l'éthique jouent un rôle central dans l'adoption de pratiques d'achat responsable. Améliorer l'impact environnemental, éthique et social de l'organisation (46 %) et respecter sa mission et ses objectifs (46 %) figurent parmi les principales raisons d'adopter des achats plus éthiques et durables dans le secteur de l'éducation.

Les professionnels des achats soulignent également une forte adhésion aux objectifs RSE de la part des dirigeants (43 %). Cependant, ce n'est pas uniquement la vision de l'organisation qui entre en jeu : les décideurs en matière d'achats semblent également personnellement investis dans l'effort RSE.

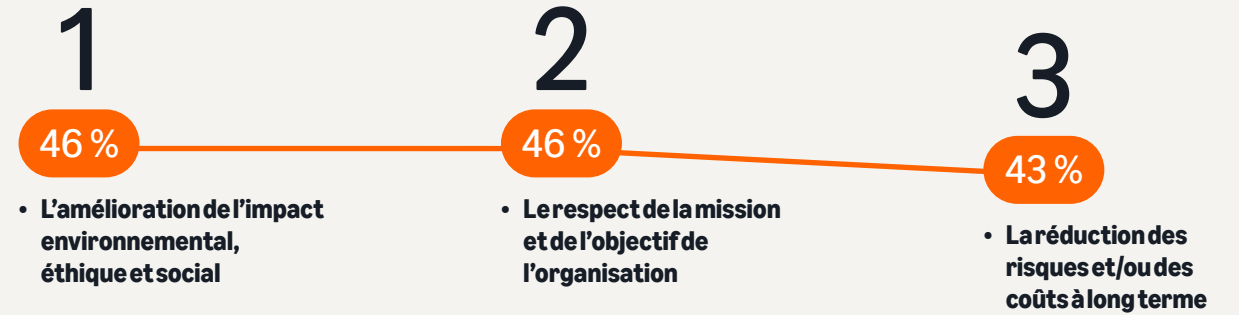


Une large majorité des acheteurs dans l'éducation (86 %) affirment se sentir personnellement engagés et motivés par les achats responsables, tandis que 80 % estiment que contribuer davantage aux objectifs RSE et aux achats responsables rendrait leur travail plus gratifiant. Dans un contexte où les écoles font face à des défis liés à la formation des enseignants, et où un tiers des répondants signale la nécessité de remédier à la pénurie de talents et de compétences, la RSE peut jouer un rôle clé pour attirer et fidéliser des acheteurs, en donnant un véritable sens à leur mission.¹⁰

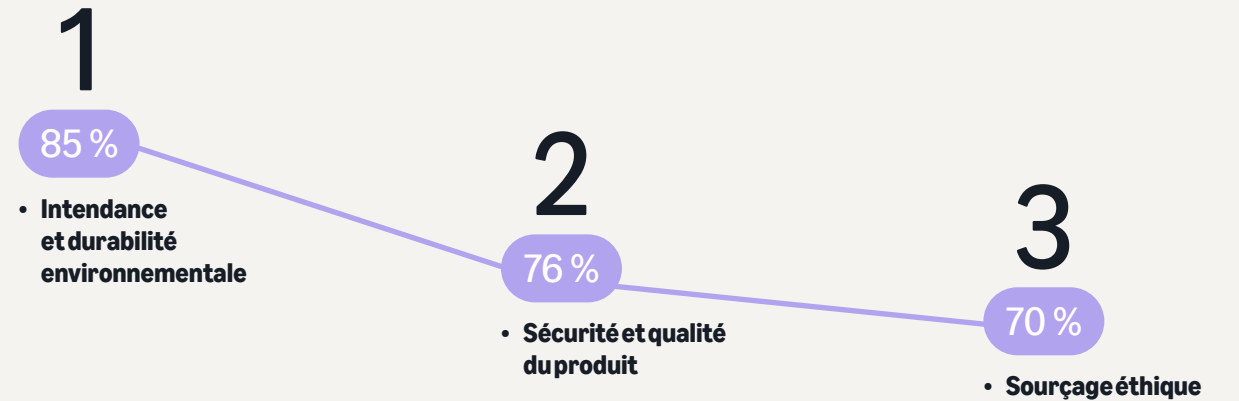
Les acheteurs du secteur de l'éducation s'engagent dans la RSE



Les trois raisons principales pour adopter des achats d'entreprise plus responsables :



Les trois aspects cruciaux de l'approvisionnement responsable :



¹⁰ McKinsey, Five ways that ESG creates value

Exemples de pratiques d'approvisionnement responsable

Centrales d'achat et achats groupés

Les écoles secondaires s'appuient de plus en plus sur des centrales d'achat intégrant des critères d'éthique et de durabilité. Au Royaume-Uni, le département de l'Éducation passe par le Crown Commercial Service pour permettre aux écoles d'accéder à des fournisseurs responsables et approuvés. En Allemagne, les Schulverbände (groupes scolaires) consolident les demandes d'approvisionnement entre plusieurs écoles, offrant ainsi un plus grand pouvoir de négociation pour exiger des certifications écologiques de la part des fournisseurs.

Intégrer la durabilité à l'approvisionnement en énergie

Les écoles favorisent également la durabilité à travers des initiatives liées à la construction et à l'approvisionnement énergétique. En Italie, le lycée Antonio Brancati à Pesaro a obtenu la certification LEED Platine en reconnaissance de sa très faible consommation d'énergie, grâce à une conception innovante intégrant des murs ventilés, qui limitent à la fois la dispersion de chaleur et la surchauffe du bâtiment. En Espagne, les écoles pilotes du programme ClimACT (en Catalogne et en Galice) ont mis en œuvre des politiques d'achat visant à réduire la consommation d'énergie grâce à une isolation renforcée et des contrats d'énergie renouvelable. Ces initiatives démontrent qu'un

approvisionnement axé sur des infrastructures durables permet non seulement de diminuer les émissions, mais également de réaliser des économies à long terme.

Chaînes d'approvisionnement éthiques et produits du quotidien

Les décisions d'approvisionnement concernant les produits utilisés au quotidien dans les écoles offrent également des opportunités d'intégrer des pratiques éthiques et des valeurs RSE. En Dordogne, en France, les collèges ont confié leurs contrats de restauration à des agriculteurs biologiques locaux, garantissant des repas plus sains tout en soutenant l'économie régionale. En Italie, certaines municipalités, comme Carbonia, ont instauré des exigences de sourcing à « zéro km » pour les contrats de restauration des écoles secondaires, réduisant ainsi leur impact environnemental.¹¹

Au Royaume-Uni et en Europe, les écoles expérimentent activement différentes approches pour rendre l'approvisionnement plus responsable sur les plans social et environnemental. Cela passe par des centrales d'achat, des projets de construction et de rénovation durables, ou encore le sourcing éthique de produits du quotidien tels que la nourriture, le mobilier et le matériel pédagogique.





Des initiatives pilotes, notamment dans des domaines comme la construction à faibles émissions carbone, le recours à des fournisseurs locaux et les achats favorisant l'économie circulaire, ont déjà prouvé des bénéfices mesurables, allant de la réduction de l'empreinte environnementale au renforcement des relations avec les fournisseurs régionaux.

« Le principal défi consiste à transformer ces succès isolés en pratiques standardisées et à les intégrer à l'ensemble des systèmes éducatifs. De nombreuses écoles se heurtent encore à des obstacles tels que des budgets fragmentés, des réglementations locales en constante évolution et un manque d'expertise interne en matière d'approvisionnement durable. »

Professeur Jens Roehrich et Dr Christoph Schmidt
(Université de Bath, Royaume-Uni)

L'écoresponsabilité est encore trop souvent perçue comme un simple critère de qualité, plutôt qu'un principe pleinement intégré aux processus de décision. Pour généraliser les pratiques d'achat durable, il sera essentiel de mettre en place des directives politiques claires et affirmées, ainsi que d'investir dans la formation des équipes achats. C'est à cette condition que les achats responsables cesseront d'être un vœu pieux pour devenir la norme, et que la durabilité deviendra un critère incontournable, assorti d'un suivi rigoureux dans chaque processus d'approvisionnement.

La mise en conformité :

un levier parmi d'autres pour adopter des pratiques responsables

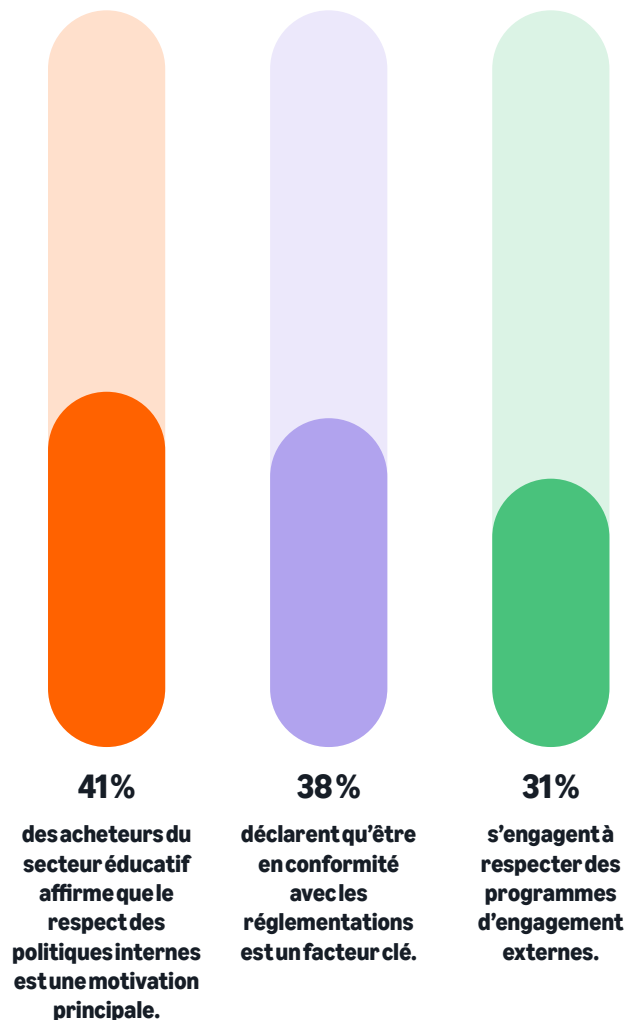
Ces dernières années, les gouvernements européens ont introduit de nouveaux cadres et législations visant à ancrer des pratiques responsables dans les processus d'approvisionnement des organisations publiques et privées. Ces initiatives incluent des mesures telles que l'évaluation des émissions de scope 3, la lutte contre l'esclavage moderne et l'intégration des critères RSE dans l'attribution des contrats. De plus en plus, ces pratiques ne sont pas seulement encouragées, mais deviennent des exigences vérifiables dans le cadre de ces directives, renforçant ainsi leur adoption et leur impact

Législation sur les pratiques responsables dans l'UE et au Royaume-Uni

- Loi sur l'approvisionnement au Royaume-Uni
- National Procurement Policy Statement (NPPS)
- Loi européenne sur le devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises
- Loi européenne sur l'économie circulaire

Cependant, la majorité des réglementations actuelles ciblent principalement les autorités sous-traitantes et les entreprises privées qui approvisionnent le secteur de l'éducation, plutôt que les organisations éducatives elles-mêmes. Cela explique pourquoi ces dernières considèrent la conformité comme pertinente, mais pas comme le principal moteur de l'adoption de pratiques responsables. Ce constat pourrait toutefois évoluer, à mesure que l'approvisionnement dans le secteur de l'éducation devient un domaine de plus en plus encadré par des réglementations.

L'influence de la mise en conformité pour l'adoption de pratiques d'achat responsable :



Le risque accru de non-conformité

Naviguer entre les réglementations nationales et européennes peut s'avérer complexe, en particulier pour les plus petits établissements scolaires. Pourtant, se conformer aux exigences des achats responsables ne se limite pas à cocher des cases : c'est un levier stratégique. Ignorer les critères de durabilité ou sociaux peut sembler économiquement avantageux à court terme, mais cela masque souvent des vulnérabilités profondes. Des produits de moindre qualité risquent de tomber en panne plus rapidement, obligeant les écoles à effectuer des achats d'urgence à des coûts élevés, tout en perturbant le bon fonctionnement des établissements. À long terme, ces choix pèsent lourdement sur les budgets, augmentant le coût total de possession (TCO) et empêchent les établissements de maximiser la valeur sur l'ensemble du cycle de vie de leurs actifs.

« L'approvisionnement dans le secteur de l'éducation est rarement une décision simple. Les contraintes concurrentes poussent souvent à privilégier l'option la moins chère, perçue comme la plus sûre. Pourtant, à long terme, ce choix peut s'avérer être une erreur coûteuse. »

Professeur Jens Roehrich et Dr Christoph Schmidt
(Université de Bath, Royaume-Uni)

Avec l'élargissement du champ d'action des lois sur l'approvisionnement, la non-conformité peut exposer les établissements à des défis juridiques, des contrôles renforcés ou même à la perte de certains financements. Les répercussions sur la réputation, tout aussi préoccupantes, peuvent résulter de manquements éthiques, suscitant des critiques publiques et affaiblissant la confiance accordée à la direction scolaire.

Comment les pressions réglementaires varient selon le marché

France

Le Code de la Commande Publique impose aux écoles de prendre en compte les considérations environnementales dans leurs décisions d'approvisionnement, encourageant ainsi des pratiques plus responsables.

Espagne

Le respect du plan national d'achats publics « verts » exige des écoles d'adopter des pratiques respectueuses de l'environnement, souvent exigeantes en ressources. Collaborer avec des fournisseurs locaux permet non seulement de répondre aux critères de durabilité, mais aussi de renforcer le tissu social et de réduire les coûts.

Royaume-Uni

Les écoles doivent se conformer au UK Procurement Act 2023 ainsi qu'aux directives spécifiques au secteur éducatif, telles que celles de la Yorkshire Purchasing Organisation (YPO). L'adoption de contrats-cadres approuvés par le Department for Education (DfE) simplifie les processus d'achat tout en garantissant la conformité.

Allemagne

Les établissements scolaires doivent respecter la loi sur l'économie circulaire (KrWG) et d'autres réglementations liées à l'approvisionnement durable. L'intégration de critères RSE dans les stratégies d'achat, combinée à l'utilisation de solutions numériques, renforce la conformité et facilite la sélection de fournisseurs.

Italie

Les écoles peuvent s'appuyer sur les Criteri Ambientali Minimi (CAM), qui définissent les critères environnementaux minimaux pour les achats. Se conformer aux exigences CAM peut ouvrir l'accès à des financements publics et soutenir les initiatives gouvernementales en faveur de la durabilité.

Les recherches menées par Amazon Business révèlent que les organisations éducatives sont motivées par une variété de facteurs. Si la conformité joue un rôle clé, il est essentiel de souligner que la majorité des acheteurs au sein de ces organisations sont également animés par un sens de l'éthique. Dans l'éducation, les achats responsables ne se résument pas à un simple exercice administratif, mais représentent une démarche engageante sur le plan des valeurs. De nombreux acheteurs aspirent à avoir un impact social et environnemental positif.



Concilier maîtrise des coûts et achats responsables

Bien que les équipes achats des écoles soient personnellement motivées par l'approvisionnement responsable, c'est le critère du prix qui prédomine actuellement lorsqu'il s'agit de trancher entre achats économiques et achats responsables.

Si 87 % des acheteurs affirment respecter ou dépasser leurs objectifs d'approvisionnement responsable, ils reconnaissent néanmoins la difficulté de maintenir ces priorités au premier plan lorsque les budgets sont restreints. Dans les faits, l'objectif de réduction des coûts prend souvent le pas sur les objectifs RSE.

Les priorités financières à court terme prédominent

Compte tenu des réalités économiques difficiles auxquelles le secteur éducatif est confronté, il n'est guère surprenant que 79 % des acheteurs déclarent que la réduction des coûts prime sur les achats responsables, et que 78 % affirment que la santé financière de l'organisation détermine l'importance accordée à l'approvisionnement responsable.

Pour certains, les achats responsables semblent financièrement inaccessibles. En effet, les « coûts additionnels » (réels ou perçus) sont identifiés comme l'obstacle principal à l'adoption de pratiques plus responsables.

L'optimisation des coûts à court terme est plus importante que les objectifs RSE



79 %

des acheteurs déclarent que la réduction des coûts est plus importante que les achats responsables.



78 %

affirment que la santé financière de l'organisation détermine l'importance accordée à l'approvisionnement responsable.



77 %

s'accordent pour dire que l'approvisionnement responsable devient plus coûteux et difficilement réalisable sur le plan financier.

79%

des acheteurs s'accordent à dire que leurs dirigeants envoient des messages contradictoires concernant les priorités de l'approvisionnement.

68%

estiment que les pratiques d'achat responsable ne sont pas aussi prioritaires pour leur organisation que ne le laisse entendre leur communication externe.

Résultat: un fossé entre ambition et réalité

Les pressions économiques à court terme et les objectifs RSE à long terme ne sont pas toujours alignés, ce qui génère des tensions en interne. Une majorité d'acheteurs du secteur de l'éducation estiment que leurs dirigeants envoient des signaux contradictoires (79 %), tandis que 68 % constatent un écart significatif entre les déclarations publiques de leur organisation sur ses engagements RSE et la réalité quotidienne des équipes achats.

En définitive, alors même que les acheteurs reçoivent des directives encourageant les achats responsables, et qu'eux-mêmes se disent motivés par cet objectif, les pressions économiques à court terme empêchent les établissements scolaires de réaliser de véritables progrès vers leurs objectifs RSE à long terme.



Les risques de faire passer au second plan les achats responsables

Les responsables achats dans le secteur éducatif sont unanimes : pour l'instant, la réduction des coûts doit primer sur les achats durables. Cependant, ils sont également conscients que cette approche comporte des risques significatifs.

La majorité (75 %) reconnaît que privilégier le prix le plus bas peut, à terme, augmenter les coûts. En effet, un prix plus bas est souvent synonyme de qualité inférieure, ce qui entraîne des remplacements plus fréquents. D'autres risques sont également identifiés : 77 % s'accordent à dire que donner une priorité absolue aux tarifs les plus bas peut engendrer des pratiques non éthiques, mettant en danger la réputation de leur organisation, voire exposant celle-ci à des amendes pour non-conformité.

Les pressions économiques peuvent, à coup sûr, décourager les organisations de respecter plus rigoureusement les objectifs RSE dans leurs processus d'achat. Cependant, ce n'est pas la seule difficulté liée à des pratiques plus durables : les organisations éducatives doivent également faire face à des obstacles pratiques lors de leur mise en œuvre.



Les institutions éducatives reconnaissent qu'acheter moins cher crée une illusion d'économies, mais elles se sentent incapables de privilégier les objectifs à long terme face aux pressions budgétaires à court terme.»

Professeur Jens Roehrich
(Université de Bath, Royaume-Uni)





Les obstacles à la mise en place d'achats responsables

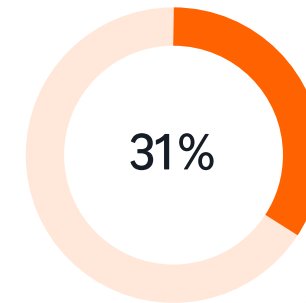
Pénurie de fournisseurs : choix réduits et données manquantes

Le sourcing représente un obstacle considérable aux pratiques d'approvisionnement responsable. En effet, les acheteurs du secteur de l'éducation identifient la difficulté à trouver des fournisseurs respectant leurs exigences comme le deuxième obstacle majeur à l'adoption de pratiques plus durables. Par ailleurs, un quart (26 %) d'entre eux déclarent qu'il est compliqué d'obtenir les informations nécessaires pour évaluer quels fournisseurs potentiels sont les plus adaptés.

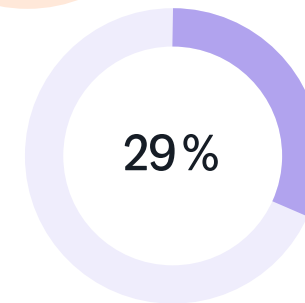
Lorsque les organisations éducatives s'engagent dans l'approvisionnement durable, les problèmes liés aux fournisseurs refont surface. Près d'un tiers (29 %) affirment qu'il est plus difficile de négocier des prix ou des conditions de paiement favorables, tandis que 27 % rencontrent des difficultés à consolider le nombre de fournisseurs avec lesquels elles collaborent. Face à ces défis, il n'est pas surprenant que les responsables de l'approvisionnement considèrent les « processus d'achat plus lents et complexes » comme le principal obstacle à la mise en œuvre de l'approvisionnement responsable.

Ces contraintes liées aux fournisseurs soulèvent une question cruciale : comment les acheteurs du secteur éducatif peuvent-ils faire le choix le plus éthique si cela implique de réduire les options de sourcing, souvent au détriment de tarifs compétitifs ? En outre, collaborer avec des fournisseurs pour obtenir les informations pertinentes demande davantage de temps et ajoute une complexité supplémentaire.

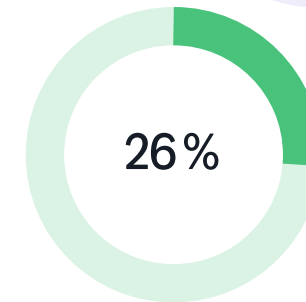
Le manque de fournisseurs : un frein à l'approvisionnement responsable



des acheteurs affirment que la difficulté à sourcer des fournisseurs complexifie l'adoption de pratiques responsables.



déclarent que les pratiques responsables compliquent les négociations pour des prix ou des conditions de paiement favorables.



assurent qu'obtenir les données RSE des fournisseurs est un défi lors de l'adoption de meilleures pratiques d'achat.

Achats hors marchés : manque de contrôle et défis de visibilité

Les achats hors marchés, qui échappent au contrôle des responsables achats, représentent un autre obstacle freinant la progression de l'approvisionnement responsable dans le secteur de l'éducation.

En effet, 30 % des responsables déclarent manquer de contrôle sur ce type d'achats. Il n'est donc pas surprenant que l'amélioration de la visibilité et des contrôles concernant ces achats soit devenue une priorité absolue pour l'année à venir.

Sans une bonne compréhension de leurs dépenses dans diverses catégories et auprès de fournisseurs variés, les établissements scolaires rencontrent des difficultés à :



comprendre si chaque acheteur respecte les règles de conformité



identifier des opportunités d'optimisation des coûts



repérer les cas nécessitant des contrôles et des circuits d'approbation d'achat



négoier avec les fournisseurs des prix et conditions de paiement favorables



réaliser des appels d'offres efficaces



réinvestir les économies dans leur mission éducative et améliorer la qualité de l'enseignement

L'amélioration de la visibilité et des contrôles concernant les achats hors marchés est devenue une priorité absolue pour l'année à venir.

L'une des plus grandes opportunités réside dans la mise à jour des processus et des systèmes d'achat traditionnels. Par exemple, seuls 37 % des décideurs en approvisionnement déclarent que les achats sont effectués via une solution unique dans leur organisation. Pourtant, sans une solution centralisée offrant une visibilité sur les dépenses des employés, les coûts d'approvisionnement peuvent rapidement monter en flèche et les critères de durabilité devenir extrêmement difficiles à appliquer.

Comment les organisations éducatives suivent-elles la progression de leur approvisionnement responsable en l'absence de solution centralisée ? Nos recherches montrent que beaucoup s'appuient encore sur des processus manuels pour promouvoir des achats éthiques et durables. Ces processus reposent sur la responsabilité des équipes achats, ce qui peut alourdir leur charge de travail. En effet, 31 % des établissements scolaires signalent des problèmes d'approvisionnement plus lent ou plus complexe après la mise en place de pratiques responsables. Ces difficultés ne se limitent pas à des enjeux d'efficacité ou de coûts : elles compliquent considérablement la tâche des équipes pour instaurer des habitudes responsables et insuffler un changement durable au sein de l'organisation.

Actuellement, la grande majorité des établissements scolaires (63 %) n'utilisent pas encore de solution unique pour améliorer le contrôle des achats hors marchés. De plus, moins d'un tiers ont adopté des méthodes classiques pour surveiller ce type d'achats, comme des vérifications internes rétrospectives.

30 %

déclarent qu'un manque de contrôle sur les achats hors marchés complique l'adoption de pratiques responsables.

Indice de maturité de la mise en œuvre des achats responsables



Méthodes informelles et non répliquables à grande échelle

34 %

ont des restrictions informelles partagées via des documents internes ou le bouche-à-oreille.

29 %

ont des listes de fournisseurs privilégiés, mais les conservent dans Excel ou une application similaire.



Méthodes intermédiaires adoptées

30 %

ont organisé des formations et des campagnes de sensibilisation du personnel à l'approvisionnement responsable.

28 %

effectuent des audits internes et des examens réguliers des achats hors marchés.



Meilleures pratiques

37 %

déclarent que leur organisation dispose d'une solution d'achat centralisée pour un contrôle renforcé et une visibilité précise sur les dépenses.

Les résultats de l'enquête mettent en lumière les problèmes rencontrés par les établissements scolaires dans la mise en place des objectifs RSE. Au-delà des obstacles initiaux concernant l'accessibilité à des fournisseurs responsables, de nombreux établissements ne se sentent pas encore équipés pour mettre en place un suivi efficace du respect des objectifs.

Sans une solution numérique centralisée permettant de visualiser et de gérer les achats hors marchés, la tâche de ce suivi revient directement aux équipes d'acheteurs. Par conséquent, les responsables achats comptent sur des processus informels, comme le bouche-à-oreille ou le partage de documents, pour garantir le respect des objectifs RSE.



Comment dépasser le dilemme entre réduction des coûts et achats responsables

Comment les établissements scolaires, qui doivent jongler entre budgets serrés, logiciels obsolètes et priorités changeantes, parviennent-ils malgré tout à évoluer vers un approvisionnement à la fois économique et responsable ?

La solution réside dans une approche globale qui connecte la stratégie, le personnel, les processus et les outils. Nos conclusions montrent que les responsables du secteur éducatif ont déjà adopté les principes RSE, mais il reste à définir et à communiquer clairement les priorités à l'ensemble de l'organisation, afin que chacun comprenne comment les décisions d'achat contribuent aux objectifs globaux.



Stratégie

- **Définissez vos critères d'achats** : un bon point de départ est d'aligner les spécifications d'achat responsable avec des critères reconnus, comme les achats publics « verts » dans l'UE. Essayez de les intégrer à votre stratégie d'approvisionnement tout en respectant les exigences de coûts et de qualité. Établir des critères bien définis et approuvés au préalable est l'un des moyens les plus efficaces d'aider vos équipes à prendre des décisions responsables et conformes.
- **Achetez en groupe** : passer par une centrale d'achat ou des solutions numériques centralisées permet aux établissements scolaires de regrouper les demandes, d'obtenir davantage de pouvoir de négociation et de sécuriser les meilleures offres auprès de fournisseurs pré-qualifiés qui respectent les critères définis.



Personnel

- **Développez la prise de conscience des employés** : en investissant dans la formation des responsables du budget, vous pourrez compter sur des équipes capables de prendre des décisions informées et de pondérer le rapport qualité-prix des produits avec le respect des objectifs RSE. La formation à la norme d'approvisionnement durable ISO 20400 peut s'avérer particulièrement utile.
- **Encouragez vos équipes à entretenir des relations de travail avec des confrères du secteur éducatif** : des organisations comme Amazon Business se positionnent comme partenaires des acheteurs en organisant des événements offrant des opportunités de networking et de mise en commun des ressources.



Processus

- **Instaurez des accords-cadres** : ces accords permettent de sélectionner des fournisseurs privilégiés qui respectent vos objectifs, aussi bien en termes de coûts que d'approvisionnement responsable. Les accords-cadres peuvent réduire la charge administrative tout en garantissant le respect des politiques d'achat.
- **Adoptez une vision à long terme** : appliquez le coût du cycle de vie aux achats en vous appuyant sur des outils permettant de calculer le coût total de possession, prenant en compte des critères comme l'efficacité énergétique et la durabilité des produits. Intégrer ces critères peut permettre de mieux justifier des achats responsables, qui peuvent sembler plus cher dans un premier temps mais s'avèrent moins onéreux sur le long terme.





Renforcer les partenariats au sein de la chaîne d'approvisionnement

- **Intégrez des clauses contractuelles sociales et environnementales exécutoires** : incluez des métriques claires, des recours et des droits d'intervention en cas de violations majeures.
- **Exigez des reportings fournisseurs et des certifications tierces** : utilisez des outils de traçabilité numérique pour les catégories à haut risque.
- **Révisez régulièrement les indicateurs clés de performance (KPI) des fournisseurs** : encouragez la conformité grâce à des sanctions graduées tout en préservant les marchés et en favorisant les améliorations. Envisagez également de récompenser les fournisseurs les plus performants.
- **Adoptez des approches d'approvisionnement par étapes** : envisagez d'introduire un ensemble de critères pour prendre en compte la valeur sociale créée par des fournisseurs locaux ou des entreprises sociales.



Solutions numériques

- **Constituez un dossier pour investir dans une solution d'approvisionnement numérique** pour votre organisation. Recherchez une solution qui permette de mettre en place facilement des critères d'approvisionnement responsable, afin de soulager vos équipes d'une partie de la charge administrative.
- **Utilisez des mécanismes comme des filtres automatiques** pour afficher uniquement les fournisseurs répondant aux critères RSE et aux contraintes budgétaires. Cela permet d'orienter naturellement les habitudes des employés et de simplifier le respect des politiques d'achat.
- **Exploitez les outils intégrés de notation de fournisseurs** pour comparer les vendeurs selon le prix, la durabilité et la conformité à vos politiques d'achat.
- **Suivez la performance de vos fournisseurs** accédant à des rapports et des audits.
- **Mettez en place des analyses de dépenses** pour identifier les achats non autorisés et rediriger vos acheteurs vers les fournisseurs approuvés et alignés avec les priorités de votre organisation.





Comment l'IA peut-elle améliorer le contrôle des dépenses et la mise en conformité ?

Un logiciel d'approvisionnement numérique moderne, doté de fonctionnalités d'IA intégrées, peut offrir de nombreux avantages aux organisations éducatives en renforçant la précision et la transparence des contrôles de dépenses, tout en garantissant la conformité aux politiques d'achat et à la réglementation.

Contrôle optimisé des dépenses

- Détection proactive des anomalies : en analysant les habitudes d'achats, l'IA aide les écoles à identifier de manière proactive les anomalies liées aux dépenses, signalant les problèmes potentiels avant qu'ils ne surviennent.
- Réduction du contrôle manuel : l'IA réduit la nécessité de contrôles manuels, permettant aux administrateurs de prendre des décisions éclairées basées sur des données fiables.
- Contrôle en temps réel : des tableaux de bord en temps réel et des informations prédictives soutiennent l'optimisation du budget, aident à contrôler les dépenses hors marchés et garantissent des achats conformes aux politiques internes et à la réglementation.
- Commande par lot et prix spécifiques : les logiciels d'approvisionnement enrichis par l'IA facilitent la commande par lot et l'accès à des prix spécifiques aux entreprises, permettant aux écoles d'optimiser leur budget tout en maintenant un contrôle strict sur l'approvisionnement.

Mise en conformité et respect des objectifs RSE simplifiés

- Automatisation des processus : des circuits d'approbation, des achats guidés et des filtres alignés avec les objectifs RSE et les politiques internes soutiennent la mise en conformité.
- Priorisation des produits durables : les établissements scolaires peuvent automatiquement privilégier les produits locaux ou dotés de labels écoresponsables, contribuant ainsi aux objectifs de neutralité carbone et à la réduction des émissions de CO2 de leur groupe scolaire, de leurs collectivités locales ou même de leur ministère.
- Réduction des lourdeurs administratives : ces mécanismes de contrôle a priori simplifient la mise en conformité et allègent la charge administrative pour les responsables achats du secteur éducatif.
- Renforcement de la diversité des fournisseurs : l'IA permet d'identifier les petites entreprises locales, favorisant l'approvisionnement en circuit court et renforçant le tissu social.
- Traçabilité et tenue des registres automatisées : ces fonctionnalités permettent de démontrer facilement la conformité aux régulateurs, aux auditeurs et au public, tout en simplifiant les démarches pour les plus petits fournisseurs du secteur éducatif.

Gestion administrative améliorée

- Automatisation des tâches de configuration : dès l'intégration, l'IA automatise des tâches clés telles que l'ajout en masse d'utilisateurs, l'importation d'adresses de livraison et le mappage intelligent des codes UNSPSC.
- Optimisation en continu : l'IA optimise la gestion du paiement des factures, améliore la qualité des données et génère des analyses de dépenses détaillées pour une meilleure visibilité.

Les usages de l'IA dans le secteur de l'éducation vont bien au-delà des gains d'efficacité : ils renforcent la détection des risques, garantissent la diligence raisonnable, améliorent la préparation aux audits et réduisent les coûts cachés liés à la non-conformité.

Quand les établissements scolaires prennent les devants

Innovation et durabilité dans les achats scolaires : le cas de Vision Multi Academy Trust



Un exemple d'établissement scolaire ayant adopté des pratiques responsables tout en simplifiant ses processus d'achat est Vision Multi Academy Trust, un groupe scolaire britannique regroupant plus de 1200 élèves au nord de Manchester. Engagé en faveur d'une éducation de qualité pour tous, indépendamment de l'origine sociale des élèves, le groupe s'est tourné vers Amazon Business pour atteindre ses objectifs d'approvisionnement responsable.

Le groupe a commencé par consolider un compte professionnel unique, tout en offrant un accès individuel aux différents acheteurs. Cette centralisation a permis de rationaliser les achats et de mettre en place des circuits d'approbation efficaces. Les enseignants ont ainsi pu passer leurs commandes directement via Amazon Business, validées en quelques clics par les approbateurs de l'équipe Finance. Cette simplification des processus, auparavant manuels, a généré un gain de temps considérable, estimé à 30 minutes par jour, selon le directeur financier du groupe scolaire.

Mieux encore, la fonctionnalité Paiement à échéance d'Amazon Business a simplifié la facturation : là où le groupe scolaire recevait auparavant une facture pour chaque commande passée, Amazon Business regroupe désormais tous les achats effectués dans le mois sur une seule facture. Cette consolidation permet un gain de temps précieux dans le processus de rapprochement des factures.

En matière d'achats responsables, la fonctionnalité de gestion des dépenses Amazon Business Analytics a offert à l'équipe Finance de Vision Multi Academy Trust une visibilité accrue sur les postes de dépenses des équipes. Grâce à cette transparence, ils ont pu orienter les acheteurs vers des fournisseurs écoresponsables pour chaque catégorie d'achat. Fort de ces premiers résultats du partenariat avec Amazon Business, Vision Multi Academy Trust envisage désormais d'explorer les achats en gros, notamment pour s'approvisionner en stylets pour tablettes tactiles à moindre coût.

« Ce n'est pas juste une question d'économies : l'expérience d'achat sur Amazon Business nous apporte aussi des gains de temps, une meilleure efficacité et plus de durabilité. »

Darren Cosgrove, directeur financier,
Vision Multi Academy Trust

«
Nous utilisons Amazon Business tout le temps. Que ce soit pour des fournitures de bureau, du matériel de nettoyage ou des équipements de sécurité, on passe toujours par Amazon Business quand c'est possible.»

Michelle Curtis, Senior Finance Officer,
Unity Schools Partnership



Unity Schools Partnership : un contrôle des dépenses renforcé pour une meilleure allocation des ressources

Le groupe scolaire Unity Schools Partnership partageait certaines des problématiques de Vision Multi Academy Trust, notamment une fragmentation du processus d'achat, dispersé entre plusieurs acheteurs utilisant des cartes corporate. Si cette solution permettait au personnel de ne pas avancer eux-mêmes les frais pour leurs petites dépenses quotidiennes, elle présentait un inconvénient majeur pour le groupe scolaire : un processus d'achat fragmenté représente une opportunité manquée de négocier des tarifs préférentiels à l'échelle du groupe, notamment grâce à des remises sur volumes.

Pour remédier à cette situation, Unity Schools Partnership s'est tourné vers Amazon Business afin de centraliser ses achats. Le groupe a tiré parti de la fonctionnalité de regroupement mensuel des factures, ce qui a permis d'obtenir des gains de temps administratifs significatifs. De plus, l'intégration entre Amazon Business et leur logiciel d'e-procurement existant, IRIS, a offert aux équipes une expérience d'achat fluide et familière. Grâce à la fonctionnalité Punchout, les achats peuvent être initiés sur IRIS avant de basculer sur Amazon Business pour finaliser les commandes.

Enfin, Unity Schools Partnership a souscrit à Business Prime pour bénéficier d'avantages exclusifs, tels que la livraison gratuite et rapide, une analyse avancée des dépenses avec Amazon Spend Visibility, et des achats guidés grâce à Guided Buying. Cette dernière fonctionnalité s'avère particulièrement précieuse pour les organisations ayant des enjeux de conformité réglementaire et souhaitant garantir le respect strict de leurs politiques d'achat internes. Guided Buying permet de mettre en avant des fournisseurs privilégiés—comme des vendeurs locaux, des PME ou des entreprises labellisées écoresponsables—de soumettre des fournisseurs restreints à des approbations supplémentaires, voire de bloquer totalement certains marchands.

Pour Unity Schools Partnership, ce contrôle renforcé est avant tout un levier pour maximiser l'efficacité de la mission éducative des écoles : l'argent économisé peut ainsi être réinvesti dans des programmes pédagogiques au bénéfice des élèves.

Remarques finales : le potentiel inexploité des achats hors marchés

Les pressions économiques et la complexité des processus d'achat freinent les écoles dans leur transition vers des pratiques plus responsables. Bien qu'elles en aient la volonté, les priorités financières à court terme compliquent la résolution du dilemme entre achats au prix le plus bas et achats éthiques.

Le véritable défi pour les acheteurs scolaires ne réside ni dans un manque de conscience ni dans une absence de volonté, mais dans la difficulté à dépasser une vision court-termiste et à démontrer la valeur à long terme des achats responsables auprès de toutes les parties prenantes. L'utilisation de logiciels obsolètes et de processus manuels aggrave ces obstacles, rendant le contrôle des dépenses et l'adoption de pratiques responsables à grande échelle particulièrement complexes.

Investir dans des solutions d'approvisionnement numériques modernes offre aux établissements scolaires une double opportunité : améliorer la visibilité et le contrôle sur leurs dépenses tout en appliquant des politiques d'achat responsable de manière cohérente. Ces deux enjeux sont étroitement liés : seuls des processus centralisés permettent d'identifier des opportunités d'économies tout en garantissant une mise en œuvre efficace des politiques RSE.

Les outils d'analyse intégrés à ces solutions permettent également aux équipes achats de se positionner comme un levier stratégique au sein de leur organisation, en prouvant que l'approvisionnement responsable peut générer des bénéfices économiques durables pour le secteur éducatif.





Amazon Business pour l'éducation

Amazon Business occupe une position unique pour aider les établissements scolaires à optimiser leurs coûts tout en favorisant des pratiques d'achat responsable.

Nous simplifions les processus d'approvisionnement complexes en permettant aux organisations de mieux suivre leurs dépenses hors marchés, de gérer leurs factures plus facilement et de trouver des fournisseurs alignés sur leurs valeurs et leurs politiques d'achat. Nous sommes fiers d'accompagner nos clients vers des processus d'approvisionnement à la fois plus efficaces et plus éthiques.

Découvrez comment Amazon Business peut vous aider à atteindre vos objectifs RSE en vous connectant à des fournisseurs locaux et durables :

- **Guided Buying** : cette fonctionnalité permet aux responsables achats de définir des politiques d'approvisionnement claires et de mettre en avant des fournisseurs et produits privilégiés grâce à des filtres et des signalisations visuelles. Elle simplifie l'intégration de pratiques d'achat conformes aux politiques internes et à la réglementation.
- **Climate Pledge Friendly** : ce label d'Amazon aide les établissements scolaires à identifier facilement des produits écoresponsables et à s'approvisionner auprès de fournisseurs respectueux de l'environnement.
- **Acheter local** : ce filtre permet de trouver et d'acheter auprès de vendeurs locaux, réduisant ainsi les distances de livraison et les émissions carbone associées, tout en soutenant la croissance économique locale.

Nos solutions offrent une visibilité et un contrôle accrus sur vos dépenses hors marchés, permettant à vos équipes de réaliser des économies tout en simplifiant la mise en conformité :

- **Prix compétitifs et contrôle des dépenses** : profitez de prix exclusifs pour les professionnels et mettez en place des circuits d'approbation pour mieux maîtriser les dépenses de vos équipes. Grâce à nos fonctionnalités de reporting avancées, gérez vos budgets de manière optimale tout en assurant la conformité avec vos politiques internes et la réglementation.
- **Analyses de données et recommandations par l'IA** : prenez des décisions éclairées grâce à des informations en temps réel sur les habitudes d'achat de vos équipes et les performances de vos fournisseurs.
- **Commande par lot** : sécurisez vos fournitures essentielles à un coût réduit par article grâce à des remises sur quantités disponibles sur une large sélection de produits.



Faites des achats responsables une priorité au quotidien

Avec Amazon Business, simplifiez vos processus d'achat, guidez vos équipes et suivez vos progrès vers vos objectifs RSE et vos obligations réglementaires.



Gagnez du temps dans vos recherches

Trouvez facilement des fournisseurs conformes à vos politiques d'achat responsable et comparez vos options pour privilégier les produits écolabellisés.



Guidez vos acheteurs

Offrez à vos acheteurs la possibilité de rechercher et d'acheter facilement des produits privilégiés, tout en trouvant le juste équilibre entre prix et rapidité de livraison.



Mesurez votre progression

Suivez vos avancées vers vos objectifs grâce à des rapports clairs et simplifiés, filtrables par lieu et par certifications.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://business.amazon.fr/fr/solutions/responsible-purchasing>

En savoir plus

amazon business